

## Papiers de Recherche | Research Papers

---

# Modèles et Stratégies de développement des petites économies insulaires

## Revue de la littérature et nouveaux paradigmes

---

Michel DIMOU \*

Françoise RIVIÈRE \*\*

Avril 2015

**Pour citer ce papier :**

DIMOU, M et F.RIVIERE (2015), « Modèles et stratégies de développement des petites économies insulaires », *Papiers de Recherche AFD*, No. 2015-08, Avril.

**Contact à l'AFD :**

Françoise RIVIERE (Rivierref@afd.fr)

---

\* LEAD-LIA CNRS, Université de Toulon

\*\* Direction Etudes, Recherches et Savoirs – Division Recherche et Développement, Agence Française de Développement

## Papiers de Recherche de l'AFD

Les *Papiers de Recherche de l'AFD* ont pour but de diffuser rapidement les résultats de travaux en cours. Ils couvrent l'ensemble des sujets de travail de l'AFD : analyse économique, théorie économique, analyse des politiques publiques, sciences de l'ingénieur, sociologie, géographie et anthropologie entre autres. Une publication dans les *Papiers de Recherche de l'AFD* n'en exclut aucune autre.

L'Agence Française de Développement (AFD), institution financière publique qui met en œuvre la politique définie par le gouvernement français, agit pour combattre la pauvreté et favoriser le développement durable. Présente sur quatre continents à travers un réseau de 72 bureaux, l'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète. En 2014, l'AFD a consacré 8,1 milliards d'euros au financement de projets dans les pays en développement et en faveur des Outre-mer.

**Les opinions exprimées dans ce papier sont celles de son (ses) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'AFD. Ce document est publié sous l'entière responsabilité de son (ses) auteur(s).**

Les *Papiers de Recherche* sont téléchargeables sur : <http://librairie.afd.fr/>

## AFD Research Papers

*AFD Research Papers* are intended to rapidly disseminate findings of work in progress. They cover the full range of AFD work, including: economic analysis, economic theory, policy analysis, engineering sciences, sociology, geography and anthropology, as well as other issues. *AFD Research Papers* and other publications are not mutually exclusive.

Agence Française de Développement (AFD), a public financial institution that implements the policy defined by the French Government, works to combat poverty and promote sustainable development. AFD operates on four continents via a network of 72 offices and finances and supports projects that improve living conditions for populations, boost economic growth and protect the planet. In 2014, AFD earmarked EUR 8.1bn to finance projects in developing countries and for overseas France.

**The opinions expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect the position of AFD. It is therefore published under the sole responsibility of its author(s).**

*AFD Research Papers* can be downloaded from: <http://librairie.afd.fr/en/>

AFD, 5 rue Roland Barthes  
75598 Paris Cedex 12, France

✉ [ResearchPapers@afd.fr](mailto:ResearchPapers@afd.fr)

ISSN en cours

## **Modèles et stratégies de développement des petites économies insulaires**

### **Revue de la littérature et nouveaux paradigmes**

By Michel Dimou, LEAD-LIA CNRS, Université de Toulon (France)

Françoise Rivière, ERS- Division Recherche et développement, Agence Française de Développement (France)

### **Résumé**

A partir des années 1960, une importante littérature théorique et empirique a été consacrée à l'analyse de la croissance et du développement des petites économies insulaires (PEI). Cette revue de la littérature analyse les principales approches (en termes de convergence, de croissance endogène ou encore les approches structuralistes) et les différents modèles qui en découlent et qui ont inspiré les politiques publiques menées dans de nombreuses petites économies insulaires. Enfin, à la lumière des faits stylisés observés au cours des dernières décennies et des développements récents de la théorie économique, l'article interroge certains paradigmes qui sous-tendent ces travaux. Au sein de l'ensemble des petites économies insulaires, ce travail accorde une place particulière aux collectivités de l'Outre-mer français.

**Mots-clés :** History of Economic Thought, Macroeconomic Analyses of Economic Development

**Classification JEL :** B29, O11

**Version originale :** Français.

**Acceptée :** Avril 2015

## I. Introduction

Une littérature théorique et empirique importante est consacrée à l'analyse de la croissance et du développement dans les petites économies insulaires (PEI). Dès les années 1930, des auteurs se sont penchés sur les spécialisations des PEI et les modalités de leur insertion dans l'économie mondiale. Les travaux ultérieurs ont cherché d'une part, à étudier la nature, les déterminants et les mécanismes de la croissance économique de long terme dans ces espaces et, d'autre part, à spécifier les déterminants de leur compétitivité. Plusieurs travaux ont étudié plus particulièrement les départements et les collectivités de l'Outre-mer français (DOM-COM) qui partagent un certain nombre de caractéristiques communes avec les autres petites économies insulaires et/ou isolées de la planète.

### *Des contraintes inhérentes aux petites économies insulaires*

Depuis les travaux de Kuznets (1960) et leurs prolongements (Seers, 1964, Demas, 1965), les économistes ont identifié un certain nombre de contraintes spécifiques au développement des petites économies insulaires (et/ou des pays de taille réduite : *small nations*) que l'on peut classer en trois grandes catégories :

En premier lieu, des contraintes liées aux effets de taille : elles se définissent par le manque de ressources naturelles, l'étroitesse du marché domestique, un stock de capital humain limité et l'absence d'un seuil démographique minimal nécessaire à la mise en place d'un ensemble d'infrastructures publiques et de réseaux de communication. Ces contraintes sont à l'origine de la faiblesse des économies d'échelle internes ou externes dans ces espaces, ce qui conduit à la formation d'un tissu productif essentiellement peuplé de petites entreprises, sans forte spécialisation sectorielle, et à l'absence significative d'investissements directs étrangers. Ces contraintes expliquent, également, l'absence d'économies de variétés, c'est-à-dire des avantages technologiques ou pécuniaires résultant de la complémentarité des activités (Dimou, 2004).

En deuxième lieu, des contraintes liées à la distance considérable qui sépare ces économies des marchés mondiaux, et qui altèrent à la fois la nature des échanges économiques et celle des migrations humaines. L'éloignement géographique de ces espaces est soumis à une distance-access, responsable de la rupture des charges dans l'acheminement des produits, d'où la forte dépendance de l'activité productive vis-à-vis du secteur des transports (Crusol et al, 1988, Levratto, 2006). Outre le renchérissement

de l'activité économique locale (les DOM représentent un cas rare d'application possible -bien que pas systématique- du concept d'inflation importée), cette dépendance a une conséquence fondamentale en matière d'organisation des activités locales, puisque celles-ci sont fortement tributaires de la présence d'infrastructures de transport maritime et aérien ainsi que de services annexes de stockage, de logistique, de conditionnement et de distribution des marchandises (Dimou, 2006).

En troisième lieu, des contraintes liées aux caractéristiques géographiques de ces espaces, telles que le climat et la topographie (Armstrong et Read, 2000). Bien que ces caractéristiques ne représentent pas, en elles-mêmes, des contraintes insurmontables en matière de développement économique, elles expliquent plusieurs phénomènes persistants dans les petites économies insulaires tels que la forte densité de population (liée à la topographie), les spécialisations agricoles (liées au climat), ainsi qu'un niveau élevé de risques naturels et environnementaux dont la gestion préventive ou corrective peut s'avérer relativement coûteuse.

Ces trois séries de contraintes, communes à tous les espaces insulaires, sont à l'origine de leur grande vulnérabilité face aux chocs exogènes extérieurs et réduisent l'éventail des stratégies de croissance et développement économique dont ils disposent. Le poids de ces contraintes est analysé dans une littérature récente, développée à la suite des travaux de Briguglio (1995, 2008) sur la résilience des petites économies insulaires dénommées SIDS : *Small Island Developing States* (Adrianto et Matsuda, 2004, Briguglio et al, 2009 ; Naudé, Santos-Paulino et McGillivray, 2009 ; Santos-Paulino, 2010 ; voir aussi le rapport des Nations Unis UNU-WIDER 2010 sur la vulnérabilité des SIDS entre 2006 et 2010)<sup>†</sup>.

---

<sup>†</sup> A la suite de Briguglio (1995), un ensemble de chercheurs ont également investi les questions du développement durable et de la relation croissance et environnement dans les DOM (Saffache, 2002 ; Koonjul, 2004 ; Van der Velde et al, 2007 ; Angeon et Saffache, 2008).

Parallèlement, Les Nations-unies ont reconnu la particularité des petites économies insulaires en développement (PEID ou SDIS *Small Island Developing States*) en approuvant un programme d'action pour le développement soutenable des PEID en 1994, à la Barbade. La conférence des PEID de la *Commonwealth Parliamentary Association*, en 2004, visait à faire reconnaître la nécessité d'un traitement spécial des PEI à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'accroître l'aide internationale afin de réduire leur vulnérabilité économique. Enfin, lors de la troisième conférence des PIED à Samoa, en septembre 2014, les représentants des PIED (29 % des Etats de l'ONU) ont mis l'accent sur la vulnérabilité des territoires face au changement climatique et à la nécessité de mettre en place des partenariats entre ces espaces et les pays industrialisés.

### ***Iles souveraines versus îles non-souveraines : des trajectoires différentes ?***

La littérature sur les PEI traite de façon quasi-uniforme les DOM ou COM français, les régions ultrapériphériques (RUP) européennes, les îles américaines ou australiennes, les complexes micro-îliens du Pacifique, les îles touristiques des Antilles et/ou les plateformes financières chypriote ou caraïbes, qui représentent pourtant un ensemble relativement hétérogène avec des trajectoires de croissance différenciées (Annexe 1), jalonnées de réussites et d'échecs (Taglioni, 2006). Ainsi, même si certains facteurs d'une trame commune se dégagent, il semble évident que ni les dotations initiales en ressources, ni les contraintes géographiques ne constituent des conditions suffisantes pour expliquer la diversité des processus de développement économique engagés. La dimension institutionnelle mais aussi les choix de politique économique et de stratégie de croissance sont également des facteurs fortement déterminants.

Les petites économies insulaires se caractérisent par une diversité de trajectoires économiques, de niveaux de vie mais également de statuts institutionnels (Annexe). Une première approche comparative laisse certes apparaître deux profils socio-économiques fortement distincts entre les territoires non-indépendants et les îles souveraines. Les premiers sont des territoires appartenant à un État souverain (Baldacchino, 2004) : c'est le cas d'Hawaï qui est un Etat membre des États-Unis, des régions portugaises de Madère et des Açores, ou encore des Antilles néerlandaises. Ces espaces (une soixantaine au total) ont connu, pour la plupart d'entre eux, un processus de convergence avec leur économie nationale dans les années 1980 et 1990. Ils sont caractérisés par un niveau de vie et des dotations en capital humain relativement plus

élevés, une pression démographique moins forte, et une part plus importante du secteur tertiaire dans le PIB par rapport aux micro-États indépendants. Outre les transferts publics, elles bénéficient de certains avantages liés à leur statut comme un accès libre au marché de l'économie nationale (voire un marché supra-national pour les économies liées à l'Union européenne), un accès au capital (y compris par des incitations fiscales) et à la technologie, la liberté de circulation des personnes. Les DOM et les COM semblent se rapprocher de cette catégorie (Rivière, 2009).

Les îles politiquement dépendantes affichent des niveaux de revenu par habitant (16 300 \$ en 2012) en moyenne deux à trois fois supérieurs aux îles indépendantes (6 100 \$). Les premières ne sont pas soumises à la contrainte externe, contrairement aux secondes ; ainsi, pour les DOM, la balance commerciale est fortement déficitaire, même s'il s'agit essentiellement de commerce franco-français, l'essentiel des échanges se faisant avec la France métropolitaine et, en somme, d'un déficit de commerce régional, sans implication sur un plan monétaire. En termes de structure productive, la part du secteur primaire dans le PIB est beaucoup plus faible dans les îles dépendantes (5% contre 16%<sup>3</sup>), tandis que celle du secteur tertiaire est beaucoup plus élevée (80% contre 65%). Ces différences peuvent être interprétées par le fait que les rythmes de passage d'une économie traditionnelle vers une économie de services sont nettement plus rapides dans les îles dépendantes que dans les îles souveraines (Dupont, 2010). Globalement, les DOM-COM ne partagent pas les caractéristiques les plus spécifiques des Petits Etats Insulaires qui sont à la fois une forte ouverture, une forte spécialisation et une forte volatilité du taux de croissance. Les taux d'ouverture des DOM-COM (qui avoisinent les 45 %) sont très inférieurs à la moyenne des PEI. Les DOM exportent peu mais finalement importent également peu eu égard à leur statut d'économie insulaire.

### *Une hétérogénéité des trajectoires*

Lorsque l'on opère un classement selon des critères institutionnels, les tentatives de généralisation s'avèrent périlleuses : ainsi, parmi les Etats indépendants, une comparaison entre l'île Maurice qui dispose d'une base industrielle solide et développe une plateforme logistique et financière qui lui permet de s'imposer dans les échanges de biens et services dans le triangle Durban-Perth-Bombay et la République de Haïti qui figure parmi les pays les plus pauvres du monde et dont l'activité économique est fortement représentée par l'agriculture vivrière, est peu adéquate. De la même façon, le

---

<sup>3</sup> Données de la Banque mondiale.

niveau de développement dans les régions européennes ultrapériphériques est fondamentalement différent, y compris entre deux régions d'un même pays : ainsi, à Madère, le PIB par habitant exprimé en PPA est supérieur à la moyenne du Portugal, contrairement à l'autre RUP portugaise, les Açores. Dans les DOM, les écarts de niveau de vie avec la France hexagonale sont inférieurs de 40% en moyenne, avec des différences néanmoins plus ou moins conséquentes entre la Martinique et Mayotte ou encore la Guyane, considéré comme un espace quasi- insulaire. Enfin, Hawaii affiche un niveau de PIB par habitant supérieur à la moyenne américaine, contrairement à Guam, tandis que Porto-Rico représente le cas rare d'une île dépendante fortement spécialisée dans les activités industrielles à faible valeur ajoutée, telles que le textile.

Ce travail consiste en une revue de la littérature visant à synthétiser et à discuter les différentes approches et les différents modèles qui étudient la croissance et les perspectives de compétitivité, sectorielles et entrepreneuriales des PEI. On s'attachera à analyser, au sein des différentes approches de l'économie politique insulaire qui se situe dans la continuité de l'économie du développement, aux propositions de politique et de stratégie économiques de court et de long terme qui en découlent. On s'intéressa également aux spécificités (ou non) des analyses sur l'Outre-mer français.

Après une première partie consacrée à la genèse d'une discipline centrée sur les économies insulaires, trois sections analysent les apports et les limites des trois principales approches des modèles en économie du développement appliquée aux PEI : *(i)* les théories de croissance standard et les approches en termes de convergence ; *(ii)* les approches en termes de croissance endogène et *(iii)* les approches structuralistes et les modèles qui en découlent (MIRAB, PROFIT, SITE).

Enfin, une quatrième partie apporte un regard synthétique et relativement critique sur travaux réalisés en interrogeant les paradigmes qui les sous-tendent à la lumière des faits stylisés observés dans les PEI et des développements récents de la théorie économique ; concernant plus particulièrement les Outre-mer français, l'étude cherche à engager des nouvelles perspectives de recherche qui se focalisent sur les filières d'avenir et la compétitivité.

## II. La Genèse d'une économie politique insulaire

La genèse d'une économie des espaces insulaires se situe dans la première moitié du vingtième siècle. Des auteurs comme Febvre (1922), Aubert de la Rue (1935), Blache (1936) ou Barquisseau (1941) s'intéressent aux processus de développement spécifiques aux espaces insulaires, sans néanmoins qu'une véritable cohésion méthodologique et thématique n'apparaisse. Deux séries d'approches émergent :

- Une première série regroupe les travaux qui se focalisent sur la spécialisation des îles dans les productions tropicales. Le clivage « économie de plantation vs économie vivrière » prédomine dans ces analyses économiques qui cherchent à comparer deux modèles organisationnels en mettant en évidence leurs caractéristiques en matière de rendements, de productivité du travail et du capital, de système d'exploitation. Les conclusions de ces travaux convergent quant à la préférence pour la spécialisation dans les plantations d'exportation. Ils soulignent, néanmoins, déjà à cette époque l'extrême vulnérabilité de ces cultures face à la volatilité des prix des produits agricoles dans les marchés internationaux.
- Une deuxième série de travaux intègre davantage les apports des chercheurs qui se focalisent sur les éléments de différenciation des îles selon leurs activités. On trouve les îles « pirates », notamment dans l'Océan Indien, les escales maritimes dont l'activité repose sur le commerce portuaire (île Maurice), les îles greniers (La Réunion), les îles dont l'activité repose sur le commerce de la laine, du guano ou, enfin les îles dont l'économie est spécialisée dans la culture intensive de produits tropicaux (îles à canne). Ces travaux sont dotés d'un caractère fort empirique et ne permettent pas de dégager une « loi » des îles, jugées trop variées pour construire un cadre analytique commun à ces espaces de production.

Blache (1936) ajoute une double dimension géographique et institutionnelle à ces approches : d'abord, il distingue d'un côté, les îles satellites, près du littoral, dont l'économie diffère peu des espaces côtiers et pour lesquels la rupture des charges dans le transport des hommes et des marchandises est annulée par l'utilisation de ponts ou de

navettes fréquentes et d'autre côté, les îles écartées, lointaines et les archipels, composés de complexes îliens. Cette analyse influencera, par la suite, un ensemble de chercheurs australiens et néo-zélandais dans leurs études des espaces insulaires pacifiques. Ensuite, il classe les îles selon leur définition institutionnelle, colonies ou îles autonomes, une distinction fondamentale dans les analyses ultérieures sur le développement des espaces insulaires.

A partir du milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, certains chercheurs (Blache, 1948) observent une régression économique des petites îles, sous deux effets conjugués :

- d'une part, le changement technologique dans les modes de transport, avec d'une part, l'augmentation progressive de l'autonomie de navigation, ce qui réduit le rôle intermédiaire des îles escales et d'autre part, l'avènement progressif du transport aérien ;
- d'autre par la globalisation et le changement de paradigme économique qui permettent l'apparition de biens de substitution aux produits tropicaux, comme le sucre de betterave, et mettent l'accent sur les productions à forte intensité capitaliste, ce qui défavorise les espaces îliens généralement faiblement dotés en capital.

Selon Blache (1948), cette régression se manifeste à la fois sur un plan démographique, économique, voire institutionnel avec l'intégration des colonies dans les espaces métropolitaines et la perte de leur statut d'autonomie.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, avec son travail précurseur sur l'intégration douanière des Indes occidentales, Demas (1960) introduit les éléments nécessaires à la construction d'une économie politique insulaire. L'originalité du travail de Demas repose sur deux points :

- la prise en considération des contraintes spécifiques des petits espaces insulaires, en introduisant (sans employer le terme) la notion de vulnérabilité économique, en vogue quarante ans plus tard. Signalons que Demas centre son analyse sur les îles de petite taille, en orientant définitivement la cible de l'économie politique insulaire ;
- l'application d'un ensemble d'analyses modernes sur les petits espaces insulaires, ce qui permet d'interpréter la pluralité des stratégies de développement économique observée empiriquement.

Le travail de Demas ouvre la réflexion sur l'intégration régionale des espaces insulaires et donnera lieu, treize ans plus tard, à la création de la CARICOM (la communauté économique des Caraïbes) dans les Caraïbes, c'est à dire le premier marché commun insulaire, duquel sont absents les DOM français. De la même façon, le Forum du Pacifique, créé en 1971, réunit les Etats membres insulaires du Pacifique, sous la houlette de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande à l'exception des Territoires français de la Polynésie et de la Nouvelle Calédonie.

A la suite du travail de Demas, un ensemble de chercheurs vont engager des analyses spécifiques sur la croissance et le développement des espaces insulaires, par le biais de confrontations analytiques et théoriques passionnelles.

### III. Les approches de la convergence

Les approches de convergence trouvent leurs origines dans les travaux de Solow (1956) et l'hypothèse fondamentale que le taux de croissance de long terme repose sur des facteurs considérés exogènes tels que la croissance démographique et le changement technologique, sous un régime de rendements d'échelle constants. En économie ouverte et en admettant une libre circulation du capital et du travail, ces approches prévoient un processus de convergence des niveaux de revenu et/ou du PIB par habitant entre les différentes régions. Dans cette analyse fortement anti-interventionniste, les politiques de relance et/ou les politiques sectorielles n'interviennent pas de façon significative dans la détermination ou dans l'accélération du processus de rattrapage des régions les plus développées par les régions en retard.

Ces approches ont induit un ensemble d'applications empiriques qui s'interrogent sur les processus de rattrapage réel des moyennes métropolitaines et européennes par les économies insulaires dépendantes, durant la deuxième moitié du XXème siècle. Elles cherchent à tester la convergence du PIB et/ou du revenu entre ces espaces et la France ou l'Europe, tout en admettant différentes définitions du concept, à savoir la -convergence, la -convergence ou la convergence stochastique (Islam, 2003, Charles et al, 2011).

De façon générale, la plupart des chercheurs français qui travaillent sur ces questions (Jean-Pierre, 1997 ; Charles et al, 2011), montrent que le taux de croissance nominale du PIB dans les DOM est supérieur à celui de la France métropolitaine et des moyennes européennes, ce qui permet de supposer un processus de rattrapage plus ou moins rapide<sup>4</sup>. Contrairement à la croissance extensive dans les RUP portugaises et espagnoles, alimentée, dans les premières, par une accumulation du capital (sous les effets des IDE) et, dans les deuxièmes, par la croissance du facteur travail, la croissance économique de long terme dans les DOM est de nature intensive et repose essentiellement sur des gains de productivité (Union Européenne, 2011).

Ces gains apparents de productivité sont générés par le développement et la modernisation des infrastructures publiques et par l'amélioration des systèmes d'enseignement et de formation (ceci est le cas principalement à La Réunion). Ils

---

<sup>4</sup> Entre 2000 et 2009, le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant en Europe (UE27) a été de 2,3%, en France de 1,9%, 2,6% en Martinique, 2,9% en Guyane, 3% en Guadeloupe et 4,2% à La Réunion.

concernent essentiellement le secteur public mais aussi le secteur privé via la création d'externalités technologiques par le biais de l'investissement public en infrastructures. Accompagnés par une augmentation plus élevée des salaires, ces gains de productivité expliquent en grande partie le paradoxe des DOM, à savoir un taux de croissance nominale de long terme élevé parallèlement à la persistance voire à l'augmentation du taux de chômage sous la pression démographique.

La plupart des travaux empiriques sur les économies des DOM concluent à un processus de rattrapage des standards métropolitains dans le long terme, avec toutefois certains écarts persistants notamment au niveau du chômage. Le rapport sur les modèles de croissance de long terme dans les régions ultrapériphériques, publié par l'AFD, l'INSEE et l'IEDOM en 2007, propose une décomposition des processus de rattrapage observés, en trois processus distincts :

- Un processus de convergence des niveaux de PIB par habitant des différents pays européens et notamment des trois pays concernés par des RUP insulaires, à savoir la France, l'Espagne et le Portugal ; ce processus semble, néanmoins, moins significatif lorsque l'on applique des tests de racine unitaire entre 2000 et 2010, avec des écarts persistants entre les pays.
- Un processus de convergence des niveaux de PIB par habitant des RUP avec leurs métropoles respectives. Mise à part la Guyane, dans la fin des années 90, les DOM français enregistrent des taux de croissance annuels plus élevés que la moyenne nationale.
- Enfin, un processus de convergence des niveaux de PIB par habitant entre les différentes RUP européennes, certes lié aux deux processus de convergence précédemment cités, mais aussi à des mécanismes et des trajectoires sectorielles de croissance économique structurellement proches (tourisme, services).

La quasi-totalité des travaux empiriques semblent conclure en faveur d'un processus de rattrapage des standards européens par les économies des DOM. Ceci signifie qu'indépendamment des stratégies de développement appliquées, les disparités économiques s'estompent dans le long terme grâce aux mécanismes du marché. En travaillant sur un panel de 60 îles réparties essentiellement dans le Pacifique, les Caraïbes et l'océan Indien, Bertram (2003) confirme l'hypothèse de la convergence des

petites économies insulaires vers les standards<sup>5</sup> de leur région métropolitaine de référence (pour les îles dépendantes, il s'agit de leur métropole actuelle ; pour les Etats indépendants, elle représente soit leur ancienne métropole avec laquelle ils entretiennent des liens historiques privilégiés soit leur partenaire commercial principal vis-à-vis duquel il peut aussi avoir une dépendance géopolitique), tout en constatant la divergence croissante entre les économies insulaires elles-mêmes.

Certaines études viennent, cependant, mettre en cause l'efficacité et la validité d'un tel processus (Read, 2008 ; Charles et al, 2011). Ainsi, Cashin et Loayza (1995) réfutent l'hypothèse d'une convergence conditionnelle du PIB par habitant d'un ensemble de petites économies insulaires appartenant au même espace géopolitique et caractérisées par les mêmes contraintes de taille et d'éloignement. Ils montrent, à l'inverse, que les écarts de développement entre ces espaces se creusent dans le long-terme.

En travaillant sur le cas de La Réunion entre 1950 et 2006 Charles et al (2011) appliquent des tests de racine unitaire<sup>6</sup> sur des données chronologiques en intégrant des effets de rupture structurelle (c'est-à-dire en intégrant des sauts dans les séries chronologiques des PIB par habitant liés à des chocs exogènes, tels que l'abandon du franc CFA en 1975), afin d'étudier la convergence stochastique de l'économie réunionnaise avec la France métropolitaine et l'Europe (ce qui conduit à tester si la différence entre les PIB par tête réels entre La Réunion et la France métropolitaine suit un processus stationnaire ou pas).

L'application des tests de racine unitaire sur des séries corrigées ne semble pas confirmer l'hypothèse d'un éventuel processus de convergence réelle de l'économie réunionnaise. Dans ce cas, malgré des taux de croissance du PIB nominaux impressionnants, la Réunion n'enregistre pas de rattrapage par rapport aux standards français et européens en termes de niveau de vie. Selon les auteurs, ces résultats mettent en cause le lien entre les performances globales de l'île et les progrès du niveau de vie de ses habitants et laissent supposer que le modèle de croissance intensive

---

<sup>5</sup> Bertram (2003) teste le processus de convergence entre les économies insulaires et leurs régions métropolitaines, en utilisant, comme variable, le PIB par habitant en dollars constants et non pas en PPA, faute de disponibilité de données dans le long terme pour certaines économies insulaires.

<sup>6</sup> Les tests de racine unitaire sur séries chronologiques permettent de déceler la présence d'une racine unitaire dans les principales séries macroéconomiques. Dans leur version simple, ces tests distinguent deux types de processus : les processus *trend-stationary* (TS) qui sont stationnaires autour d'une tendance temporelle déterministe et les processus *difference-stationary* (DS), caractérisés par la présence d'une racine unitaire (Ertur, 1988). Ces tests permettent d'étudier les processus de convergence.

s'appuyant sur une augmentation de la productivité des facteurs de production (notamment dans le secteur public) a rapidement atteint ses limites, une fois que l'équipement et les infrastructures publiques locales ont été modernisés.

Ces modèles ne renseignent ni sur la compétitivité des firmes ni sur les performances sectorielles, mais permettent de mesurer les résultats des stratégies de développement engagées dans le long terme.

## IV. Les théories de la croissance endogène

Face aux limites analytiques des approches de la convergence, les théories de la croissance endogène introduisent des modèles avec au moins une variable explicative déterminée de façon endogène, c'est-à-dire dépendante du niveau du PIB. Ces approches cherchent à prendre en compte le niveau d'éducation et le stock de connaissances accumulées, qualifiés de capital humain (Lucas, 1988) le stock de capital physique (Romer, 1986) ou les infrastructures de communication et d'information (Barro, 1991) dans l'appréhension des processus de croissance économique.

Les théories de la croissance endogène fournissent un cadre plus adapté à l'action institutionnelle et à la politique économique. Elles enrichissent considérablement la famille des modèles de croissance mais rencontrent certaines limites quant à la détermination et à la mesure des variables endogènes ; par exemple, le stock de capital humain d'une région est généralement mesuré par le pourcentage de personnes actives ayant une formation supérieure au baccalauréat ; or, cette définition peut conduire à des biais d'interprétation si le niveau général d'éducation n'intervient pas de façon déterminante dans l'organisation des activités de production (par exemple dans une région spécialisée dans des activités fortement intensives en travail non qualifié).

La plupart des travaux empiriques sur la croissance des petites économies insulaires appliquent des variantes des modèles de croissance endogène (Boamah et Craigwell, 1993). McCarthy et Zanalda (2001) utilisent un modèle hybride, dérivé des modèles de Lucas (1988) et de Barro (1991) pour comparer les performances de six Etats insulaires des Caraïbes en intégrant des variables telles que le poids du commerce extérieur, la qualité des institutions, les investissements en capital humain ou les dépenses de gestion et de préservation de l'environnement naturel<sup>7</sup>. Peters (2001), de son côté, apporte des éléments d'interprétation robustes sur le caractère significatif des variables endogènes dans le processus de croissance économique, en testant un modèle de croissance appliqué sur un panel de 12 Etats insulaires des Caraïbes pour la période 1975-2000.

Dupont (2010) s'interroge sur les indicateurs de performance de six petites économies insulaires parmi lesquelles il y a les trois DOM insulaires, la Polynésie Française, des Etats indépendants comme Maurice et la Barbade et enfin Porto-Rico. En privilégiant

---

<sup>7</sup> Voir Ernatus (2009), Dupont (2010) et Gay (2012) pour une analyse plus approfondie et détaillée de ces approches

des variables telles que l'ouverture au commerce international, la pression sur le marché du travail et le revenu par habitant, il explique la performance défailante des économies dominiennes par leur caractère introverti et leur faible inscription dans l'économie internationale. Ces travaux appliqués conduisent à trois séries de conclusions :

- en premier lieu, le taux d'investissement public a un impact positif sur la croissance économique de long terme (ce qui semble plus ou moins attendu) ; ceci signifie que l'amélioration des infrastructures publiques contribue doublement à la croissance économique de long terme : d'une part, par les effets directs sur la production et l'emploi ; d'autre part, par le transfert de certains effets d'apprentissage (*learning-by-doing*) du secteur public vers le secteur privé ;
- en deuxième lieu, le taux d'inflation et le taux de croissance démographique ont un impact négatif sur la croissance de long terme. Si l'influence de la première variable est relativement attendue, celle de la deuxième rompt avec les hypothèses des modèles standards, selon lesquels la progression démographique était une condition nécessaire pour la croissance économique de long terme dans les petites économies insulaires ;
- en dernier lieu, le taux d'ouverture a un impact négatif lorsque les valeurs obtenues par les variables indiquant le niveau des infrastructures de communication, le développement des NTIC et la profondeur du marché financier local sont faibles et vice-versa ; ceci signifie que l'ouverture aux marchés nationaux ou mondiaux a un impact positif sur la croissance, uniquement au-delà d'un certain seuil de développement des infrastructures et des équipements publics locaux ; une telle conclusion pourrait justifier l'application initiale de mesures protectionnistes, telles que l'octroi de mer, dans les premières étapes de développement économique.

Les approches empiriques de la croissance endogène permettent de mesurer les impacts de certains choix en matière de politique économique sur la croissance de long terme. Dans le cas des DOM, elles montrent l'importance du développement du secteur public, de la modernisation des infrastructures, des équipements et du système éducatif, mais également l'absence notoire d'un stock de capital privé et une dépendance des échanges avec la France métropolitaine.

## V. Les approches structuralistes

Les approches structuralistes représentent la partie la plus originale de la littérature sur la croissance des petites économies insulaires. Ces approches partent du constat de certaines contraintes structurelles des économies insulaires qui conduisent à des trajectoires de croissance spécifiques (Logossah, 2007).

Ces contraintes sont, d'abord, celles énumérées dans l'introduction, à savoir la petite taille des espaces insulaires, limitant à la fois les avantages d'échelle et les tentatives de diversification (économies de variété), la rupture des charges dans l'acheminement des marchandises, liée à l'éloignement qui conduit à une dépendance vis-à-vis du secteur des transports et, finalement, un ensemble de caractéristiques climatiques et topologiques particulières qui limitent les choix possibles de développement agricole, agro-alimentaire ou touristique. Ces contraintes sont prises en compte dans la construction de deux indicateurs de vulnérabilité économique, utilisés dans l'étude des petites économies insulaires : l'indicateur de Briguglio (1999) et celui du Commonwealth Secretary (Atkins et al, 1998).<sup>8</sup>

Lorsque l'on spécifie l'analyse de la croissance sur les DOM, il convient néanmoins d'ajouter un ensemble de caractéristiques propres à ces espaces.

En premier lieu, le niveau des salaires et des rémunérations est sensiblement élevé en comparaison aux autres espaces insulaires et notamment aux îles souveraines. Ce décalage dans les coûts salariaux est lié à plusieurs facteurs :

- une volonté politique de rattrapage social des salaires les plus faibles, synonyme d'une augmentation plus rapide du SMIC domien, afin de les ajuster aux normes de la France métropolitaine et de l'Europe ;
- l'alignement de la base des salaires du secteur public à celui de la France métropolitaine, majorée par une prime d'éloignement et une prime d'indexation au niveau des prix insulaires (régime de sur-rémunération) ;
- L'augmentation des salaires nominaux à un rythme supérieur à celui de la progression de la productivité apparente du travail, mais aussi au taux

---

<sup>8</sup> Ces deux indicateurs prennent en considération 5 séries de variables : la diversification économique, les taux d'ouverture et de couverture des importations par les exportations, les performances du marché local du travail, la capacité de résistance face aux chocs externes tels que les catastrophes naturelles et les chocs monétaires et finalement la dépendance vis-à-vis des transferts financiers.

d'évolution de l'indice des prix, ce qui rend à la fois le coût du travail peu compétitif et les postes de travail existants attractifs pour les travailleurs métropolitains ou européens qualifiés.

En deuxième lieu, le pouvoir d'achat des ménages est relativement élevé, du fait des transferts sociaux permanents, notamment en provenance de la France métropolitaine. Cette « rente administrative » (De Miras, 1987 ; Poirine, 1995, Dimou, 2004) ne prend pas la forme traditionnelle de dépenses publiques effectuées par les agents institutionnels mais plutôt celle d'un gonflement du revenu des ménages, permettant de soutenir la consommation finale. L'augmentation des prestations sociales versées aux ménages connaît ainsi un rythme constamment plus rapide que l'augmentation du revenu disponible brut.

Cette rente administrative alimente la croissance des économies dominiennes par un effet multiplicateur de la demande, mais crée également un « effet d'éviction » des activités productives tournées vers l'exportation et la compétitivité car ce sont les choix des ménages dont le pouvoir d'achat est artificiellement gonflé qui, de manière directe ou indirecte, guident l'allocation des ressources. Ces choix conduisent d'ailleurs à une préférence pour les produits importés (Candau et al, 2010), d'où une dépendance renforcée vis-à-vis des importations et une dégradation de la balance commerciale. Ces conséquences sont similaires à celles du syndrome hollandais, c'est-à-dire des mécanismes par lesquels une forte dotation en ressources naturelles peut, sous certaines conditions, influencer négativement la croissance de long terme d'une économie. Dans le cas des DOM, le caractère rentier de l'économie n'est pas lié aux recettes d'exportation des ressources naturelles mais aux transferts financiers.

En troisième lieu, la majorité des échanges extérieurs des DOM s'effectue avec la France métropolitaine. Il convient de rappeler que ces échanges ne peuvent en aucun cas être assimilés à ceux d'une île souveraine avec ses partenaires internationaux. Les échanges entre les DOM et la France métropolitaine ne sont pas soumis à la contrainte externe et le déficit permanent de la balance commerciale n'est pas un handicap structurel. En ce sens, il est tout à fait concevable d'opérer des choix en faveur de la croissance économique, de la compétitivité et l'emploi qui détériorent la balance commerciale des DOM, ce qui est impossible pour les îles souveraines.

Les approches structuralistes des économies insulaires ont généré différents modèles de croissance parmi lesquels on trouve le modèle MIRAB (*Migrations, Remittances, Aid*,

*Bureaucracy*) et/ou sa variante ARABE (*Aide, Rente Administrative, Bureaucratie d'Etat*), appliquée dans l'étude des Départements et Régions d'Outre-Mer français (Bertram, 1986 ; Poirine, 1995). Nous présentons ici les trois modèles les plus récents, à savoir le nouveau modèle MIRAB (Bertram et Poirine, 2007), le modèle PROFIT (Baldacchino, 2006) et le modèle SITE (McElroy, 2006).

Le nouveau modèle MIRAB (Bertram et Poirine, 2007, Poirine, 2007) propose d'étudier les effets d'une rente spécifique (liée soit à une forte spécialisation des exportations dans certaines matières premières et/ou produits agricoles, soit à l'existence d'une rente administrative, comme dans le cas de la plupart des DOM) sur l'activité économique. Le modèle MIRAB admet d'une part, que l'existence d'un effet de rente peut conduire à une mauvaise allocation des investissements productifs, mais intègre également l'hypothèse d'un effet multiplicateur des transferts publics et des transferts des migrants, en se rapprochant ainsi de certaines analyses en économie présentielle (Davezies, 2004)<sup>9</sup>. Il introduit, par ce biais, un regard croisé moins déterministe sur les effets de la rente administrative.

Baldacchino (2006) suggère que les petites économies insulaires, notamment les îles dépendantes et/ou les régions ultramarines européennes, puis australiennes ou néozélandaises, mettent à profit un statut juridique spécifique (celui de l'ultra-périphéricité) pour obtenir, de façon continue, des concessions de la part de leurs métropoles respectives en matière d'avantages de taxation, d'aides publiques ou de subventions d'investissement. Selon Baldacchino et Bertram (2009), ceci conduit à substituer à l'hypothèse de la vulnérabilité économique celle de la flexibilité stratégique des petites économies insulaires.

Le modèle PROFIT (*People, Resources, Overseas management, Finance and Transport*), initialement appliqué aux îles nord-atlantiques, met l'accent sur la capacité d'un secteur privé insulaire dynamique et entreprenant, essentiellement commercial et financier, à tirer profit du statut juridique régional pour influencer les choix des politiques de croissance. Un tel modèle aurait pu permettre d'interpréter l'émergence d'un ensemble d'entreprises d'import-distribution performantes dans les DOM qui jouissent *de facto* d'une position oligopolistique sur le marché local. Cependant, le

---

<sup>9</sup> Selon Requier-Desjardins (2010), l'économie présentielle cherche à distinguer les éléments de la base économique d'un territoire qui sont liés à la déconnexion, dans le temps et dans l'espace, des revenus du travail et de leurs dépenses et sur lesquels peuvent jouer les effets multiplicateurs. Il propose d'interpréter le modèle MIRAB par les analyses de l'économie présentielle.

modèle PROFIT prévoit une diversification progressive des activités et une ouverture internationale qui ne semble pas se confirmer dans les DOM, ces derniers restant résolument des économies de type MIRAB.

Enfin, McElroy (2006) et Oberst et McElroy (2007) construisent un modèle qui met en évidence le rôle moteur d'un secteur touristique insulaire intensif en travail dans les processus de croissance économique de long terme. Dans le modèle SITE (*Small Island Tourist Economy*), une politique de relance touristique agressive (par les prix mais aussi par le marketing) conduit à un décollage des économies insulaires et au dépassement des contraintes structurelles liées à l'absence d'effets d'échelle et permet d'entamer un processus de diversification productive, essentiellement dans les domaines de la construction et des services. Oberst et McElroy (2007) s'appuient sur ce modèle pour expliquer les performances de certaines économies insulaires des Caraïbes.

Le modèle SITE apparaît comme une application du modèle PROFIT (Parry et McElroy, 2009). Dans le modèle SITE, davantage adapté aux petites économies insulaires souveraines, le secteur du tourisme est prédominant ; les modèles MIRAB et PROFIT parviennent mieux à expliciter les mécanismes de croissance dans les îles non-indépendantes, en admettant que le rôle de la rente est déterminant : dans le premier modèle, la rente génère des effets multiplicateurs keynésiens, dans le second elle permet d'amorcer une trajectoire de croissance particulière avec une éventuelle diversification des activités productives. Baldacchino et Bertram (2009) comparent les trois modèles et montrent à la fois leur caractère complémentaire et alternatif : ainsi, les transferts financiers et le protectionnisme réel ou latent qui caractérisent certaines économies de type MIRAB ont tendance à « chasser » les activités de finance et de services à haute valeur ajoutée développées dans les économies de type PROFIT. Néanmoins, les trajectoires de croissance décrites par les deux modèles ne sont pas nécessairement incompatibles dans le long terme.

Les travaux empiriques associés aux approches structuralistes engagent une analyse keynésienne de la demande afin d'étudier l'influence de ses différentes composantes sur la croissance économique. Dans le cas des DOM, ces travaux permettent d'établir le rôle déterminant du marché domestique sur la croissance économique (Poirine, 1997). En s'appuyant sur des tests économétriques relativement robustes, Dupont (2010) montre que dans le cas de la Guadeloupe, ni les exportations ni la substitution des importations ne jouent un rôle de relance de la croissance économique. Essentiellement alimentée par une demande domestique gonflée artificiellement par les transferts

sociaux, cette croissance ne génère pas les conditions d'émergence d'une base productive solide et diversifiée à cause de la préférence des consommateurs pour les produits importés et de la fuite des capitaux hors circuit territorial par les stratégies des import-distributeurs (Dimou, 2008).

## VI. Un nouveau regard sur la croissance et la compétitivité des espaces insulaires

A côté des développements récents de la littérature sur les espaces insulaires, une série d'approches originales apporte un nouvel éclairage sur les sources et les mécanismes de la croissance économique dans des DOM, en s'interrogeant sur la compétitivité de leurs entreprises et sur les orientations de l'action institutionnelle. Ces approches proposent de reconsidérer le clivage traditionnel entre un secteur abrité et un secteur exposé à la concurrence extérieure (Ernatus, 2009) ; elles ouvrent également une nouvelle brèche dans le débat qui oppose les trajectoires des îles autonomes et les îles dépendantes :

En premier lieu, les entreprises exportatrices des DOM se spécialisent dans des secteurs qui bénéficient d'un avantage concurrentiel permanent généré par une compétitivité hors coût. Celle-ci repose sur un régime de monopole ou d'oligopole naturel dans les produits agricoles exotiques ou leur transformation agro-alimentaire, l'extraction des matières premières, la gestion énergétique ou enfin certaines formes de tourisme tropical. De leur côté, les entreprises tournées vers le marché domestique profitent soit d'un dispositif juridique protectionniste (l'octroi de mer) qui rend les importations plus chères (notamment dans le domaine des biens agro-alimentaires) soit d'un régime de coûts de transport inexorablement élevés qui élimine, de facto, la concurrence extérieure, notamment dans les secteurs de la construction et des services.

En deuxième lieu, la prise en considération des importations « en bloc » est erronée du point de vue de l'analyse de la croissance économique. Il est, à cet égard, indispensable de dissocier les effets spécifiques des importations sur certains postes de la demande finale comme les exportations et les investissements. Les conclusions sont fondamentalement différentes selon que les importations augmentent pour satisfaire la consommation finale ou au contraire les exportations ou les investissements. Dans le dernier cas, la croissance des importations peut impliquer une meilleure compétitivité de l'économie locale. Ceci exige d'avoir un éclairage plus précis sur les dynamiques de demande et d'offre dans les DOM mais aussi sur la composition des flux d'importation des produits métropolitains. Or, une telle logique n'est pas compatible avec les stratégies actuelles des acteurs de l'import-distribution qui conduisent à une fuite de la plus-value commerciale générée.

En troisième lieu, le caractère abrité des activités économiques doit être relativisé : ainsi, les entreprises des DOM ne bénéficient pas d'une compétitivité hors coût,

synonyme d'un régime quasi-monopolistique, mais d'un régime marqué par une forte préférence pour la diversité, de type concurrence monopolistique. Ceci signifie que, lorsque les prix restent dans une fourchette donnée, les consommateurs identifient les produits comme spécifiques – ce qui permet de générer des économies d'échelles en matière de production. Par contre, lorsque les prix sortent de cette fourchette, les consommateurs ont tendance à associer le produit avec d'autres produits en concurrence. Le tourisme et certains produits agricoles et agro-alimentaires sont deux exemples typiques de cette situation. Sous un prix plafond, ces produits sont spécifiques à leur espace de production et jouissent d'une compétitivité hors coût. Au-delà de ce seuil, ces produits rentrent en concurrence avec d'autres produits (autres destinations et/ou produits touristiques, autres denrées agricoles ou agro-alimentaires). La compétitivité prix et la compétitivité hors coût doivent, de ce fait, être combinées et non pas séparées selon les secteurs et les filières productives.

Cette analyse doit être renforcée par le manque d'étanchéité entre le marché domestique et le marché d'exportation. Là encore, le tourisme est un exemple révélateur : dans le cas de La Réunion, l'activité touristique générée depuis plusieurs années repose davantage sur une demande interne (tourisme intra-réunionnais), renforcée par des effets de revenu que sur une demande externe ; or, dans ce contexte, il n'est guère possible de développer un secteur et/ou une filière sans déterminer une stratégie claire en termes d'avantages productifs qui intègre à la fois, les avantages hors coût et la compétitivité par les prix.

Enfin, en quatrième lieu, il est indispensable de distinguer les mécanismes de croissance sur lesquels une économie peut s'appuyer. Selon Catin (1995), on peut généralement spécifier trois mécanismes cumulatifs interconnectés : les effets multiplicateurs, les effets de productivité et les effets de compétitivité.

Les premiers, d'inspiration keynésienne, décrivent les effets d'entraînement en amont ou en aval ainsi que les répercussions sur la formation des revenus d'un accroissement exogène de la demande finale lié aux exportations et/ou aux dépenses publiques ; les deuxièmes permettent de prendre en compte les dynamiques d'offre qu'engendrent des gains de productivité liés à la mise en œuvre d'investissements de capacité, de rationalisation ou d'innovation ; les troisièmes correspondent aux répercussions des gains de compétitivité sur la croissance régionale, à travers la mise en place d'un processus de substitution des importations et/ou à travers la promotion des exportations.

La conjugaison de ces trois mécanismes conduit à un cercle « vertueux » de la croissance économique qui peut emprunter des trajectoires industrielles différenciées. Dans les DOM, le premier mécanisme est clairement identifié dans les travaux précédemment cités. Caupin et Savoye (2012) les prolongent, dans un travail très riche sur les performances des entreprises des DOM-ROM, en discernant les activités présentes (dont le produit est consommé à l'intérieur d'un périmètre local et/ou régional) et les activités non-présentes (dont le produit est destiné à l'exportation). Le rôle des deux autres mécanismes générateurs de croissance, via des effets de productivité et des effets de compétitivité, est plus difficile à cerner dans le cas des DOM et n'est pas clairement pris en compte par la littérature actuelle.

Ces éléments exigent de renouveler les approches sur la croissance économique des DOM, en mettant en évidence les liens organiques entre les secteurs productifs, générateurs d'effets multiplicateurs et/ou de compétitivité et en étudiant les effets des chocs politiques ou économiques. Cette analyse est entamée dans un ensemble de travaux qui s'appuient sur des modèles d'équilibre général calculable. Ces modèles décrivent le fonctionnement d'une économie de marché composée de plusieurs agents individuels qui cherchent à maximiser leur profit ou leur utilité sous une série de contraintes spécifiques (Mathouraparsad, 2011).

Ce type de travaux a été initié dans plusieurs DOM par la construction de matrices de comptabilité sociale, c'est-à-dire d'un cadre comptable macroéconomique permettant de recenser toutes les opérations entre les agents économiques d'un territoire. Cette matrice utilisée dans des modèles d'équilibre général calculable permet, d'abord, de mesurer les relations entre les secteurs productifs et d'identifier leurs effets d'entraînement en amont ou en aval. Ensuite, elle permet de prendre en considération les élasticités de substitution des produits et comprendre pourquoi certains produits bénéficient d'un régime de concurrence monopolistique, relativement abrité de la concurrence ; enfin, la matrice de comptabilité sociale permet de mettre en place des simulations pour mesurer les impacts directs et indirects d'un choc et/ou d'une action institutionnelle sur l'ensemble de l'économie.

Bonnal et al (2003) ont construit une matrice pour la Réunion et Mathouraparsad et al (2007) pour la Guadeloupe. Parmi les différents modèles d'équilibre général calculable élaborés pour les DOM, il convient de citer ceux de Cogneau et Dumont (2000) et de Croissant (2003) pour la Réunion. Le premier cherche à identifier les conséquences d'une modification du régime de sur-rémunération des fonctionnaires domiens, tandis

que le second investit davantage la question de la suppression de l'octroi de mer. Mathouraparsad et al (2007) ont produit un tel modèle pour étudier l'impact des évolutions du tourisme dans le cas de la Guadeloupe.

Bien que ces travaux ouvrent de nouvelles perspectives analytiques, leur faiblesse principale réside dans la difficulté d'obtenir des séries de données longues et complètes pour construire des matrices de comptabilités sociales sur plusieurs années et, par-là, des modèles d'équilibre général dynamiques.

## Références bibliographiques

Adrianto L., Matsuda Y., 2004, Study on assessing economic vulnerability of small island regions, *Environment, Development and Sustainability*, 6, 317-336.

Angeon V., Saffache P., 2008, Les petites économies insulaires et le développement durable : des réalités locales résilientes ? *Etudes Caribéennes*, 11 décembre.

Armstrong H., Read R., 2000, Comparing the economic performance of dependent territories and sovereign micro-states, *Economic Development and Cultural Change*, 48, 285-306.

Atkins J., Mazzi S., Ramlogan C., 1988, *A study on the vulnerability of developing and island States: a composite index of vulnerability*, Commonwealth Secretariat, London.

Aubert de la Rue E., 1935, *L'homme et les îles*, Gallimard collection géographie n°6.

Baldacchino G., 2006, Managing the Hinterland Beyond: two ideal-type strategies of economic development for small island territories, *Asia Pacific Viewpoint*, 47(1), 45-60.

Baldacchino G., « Autonomous but not Sovereign : A Review of Island Sub-Nationalism », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, vol. 31, 2004, pp. 77-91.

Baldacchino G., Bertram G., 2009, The beak of the finch : insights into the economic development of small economies, *The Round Table*, 98(401), 141-160.

Barquisseau R., 1941, *Les îles*, Grasse teds, Paris.

Barro R., 1991, Economic growth in a cross-section of countries, *Quarterly Journal of Economics*, 106, 407-443.

Bertram G., 1986, Sustainable development in Pacific micro-economies, *World Development*, 14(7), 809-822.

Bertram G., 2003, On the convergence of small island economies with their metropolitan patrons, *World Development*, 32(2), 343-364.

Blache J., 1936, Le problème des îles, *Revue de géographie alpine*, 717-723.

- Blache J., 1948, Les particularités géographiques des îles, *Bulletin de la société de géographie*, 44, 5-22.
- Bertram G., Poirine B., 2007, Small islands political economy, in Baldacchino G., 2007, *A world of islands*, Agenda Academic & Island Studies, 332-378.
- Boamah D., Craigwell R., 1993, Substitution possibilities between imports and traditional factors of production for a small open economy, *The North American Journal of Economics and Finance*, 4(2), 211-223.
- Bonnal P., Piraux M., Fusillier J-L., Guilluy D, 2003, *Approche de la multifonctionnalité de l'agriculture à La Réunion : les modèles agricoles, la relation agriculture-emploi et la perception des CTE par les acteurs locaux*, Document CIRAD, LA Réunion.
- Briguglio L., 1995, Small island developing states and their economic vulnerabilities, *World Development*, 23(9), 1615-1632.
- Briguglio L., 1999, *Environmental Vulnerability Index to summarize national environmental vulnerability profiles*, report for the South Pacific Applied Geoscience Commission.
- Briguglio L., 2008, Sustainable tourism on small island jurisdictions with special reference to Malta, *Journal of tourism research*, 1(1), 29-39.
- Briguglio L., Cordina G., Farrugia N., Vella S., 2009, Economic Vulnerability and resilience: concepts and measurements, *Oxford Development Studies*, 37(3), 193-208.
- Candau F., Hoarau J-F., Rey S., 2010, *Avantages comparatifs et distance, le cas de l'île de la Réunion*, communication au colloque La compétitivité de l'économie réunionnaise, Université de La Réunion.
- Cashin P., Loayaza N., 1995, Paradise lost? Growth, convergence and migration in the South Pacific, *IMF staff Papers*, 42(3), 628-641.
- Catin M., 1995, Les mécanismes et les étapes de la croissance régionale, *Région et Développement*, 1, 11-28.
- Charles A., Darné O., Hoarau J-F., Jean-Pierre P., 2011, *La persistance des écarts de richesse entre La Réunion et les standards français et européens : les apports des tests de racine unitaire*, Document de travail, CEMOI, Université de La Réunion.

- Caupin V., Savoye B., 2012, Une entreprise dans un DOM : est-ce que cela change la donne ?, AFD, *Focales*, 15.
- Cogneau D., Dumont J-C., 2000, *Effets des sur-rémunérations des agents des administrations sur l'économie de La Réunion*, Document de travail, DIAL, 13.
- Croissant Y., 2003, *Un modèle d'équilibre général pour La Réunion*, Document de travail, CERESUR.
- Cruzol J., Hein P., Velas F., 1988, *L'enjeu des petites économies insulaires*, Economica.
- Davezies L., 2004, Développement local: le déménagement des français. La dissociation des lieux de production et de consommation, *Futuribles*, 296, 56-65.
- Demas W., 1965, *The economics of development in small countries with special reference to the Caribbean*, McGill University.
- Demangeon
- De Miras C., 1987, L'économie martiniquaise : développement sans croissance, in CRET, 1987, *Iles tropicales, insularité, insularisme*, 8, 399-417.
- Dimou M., 2004, Economies insulaires et trajectoires de développement. Une comparaison entre Maurice et La Réunion, *Région et Développement*, 20, 215-236.
- Dimou M., 2006, La formation des hiérarchies urbaines dans les régions ultrapériphériques. Le cas de La Réunion, *Canadian Journal of Regional Science*, 29(2), 221-238.
- Dimou M., 2007, Stratégies des firmes et gouvernance locale dans les régions d'Outre-mer, le paradoxe réunionnais, in Levratto N., 2007, *Comprendre les économies d'Outre-mer*, L'Harmattan, 174-184.
- Dupont L., 2010, Impact et efficacité de la politique économique dans les petits espaces insulaires dépendants, in Kiminou R., 2010, *Economie et Droit des affaires de la Caraïbe et de la Guyane*, Editions Publibook.
- Ernatus H., 2009, *Performance des entreprises dans une petite économie insulaire de la Caraïbe*, thèse de doctorat en Sciences Economiques, Université de Paris 1.
- Ertur C., 1998, *Méthodologies de test de la racine unitaire*, miméo, Latec, Université de Bourgogne.

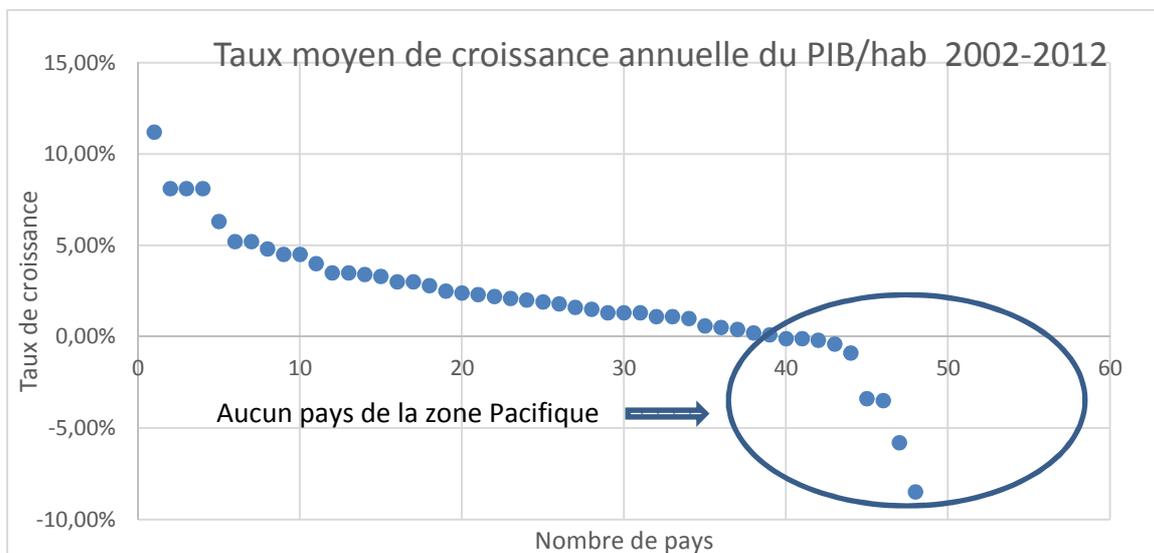
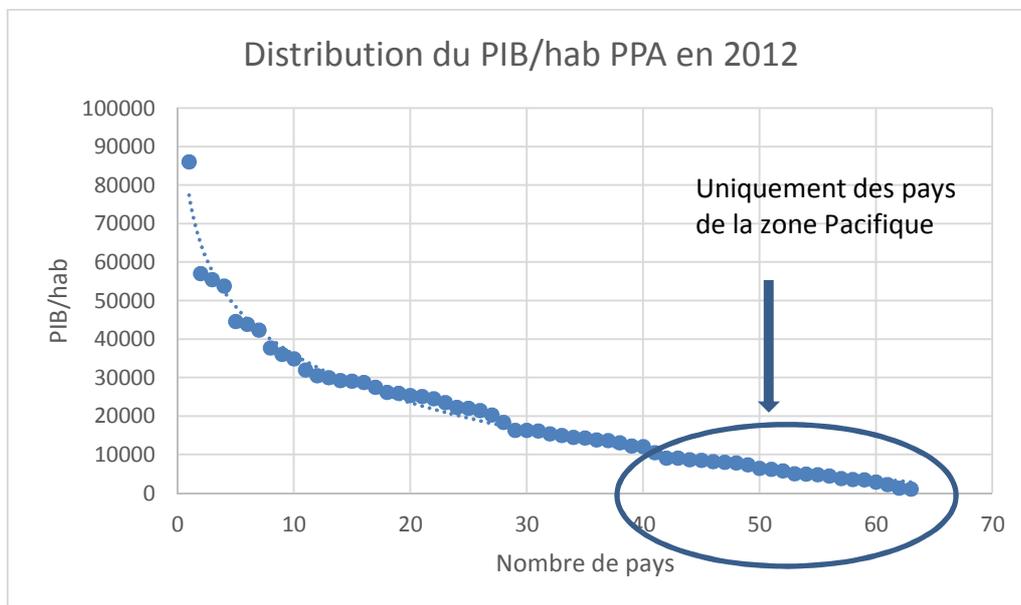
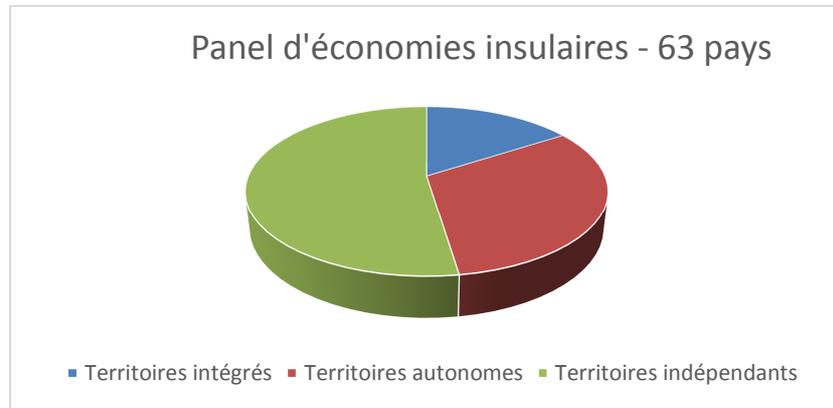
- Escaith H., 2001, *Les petites économies d'Amérique latine et des Caraïbes: croissance, ouverture commerciale et relations inter-régionales*, ECLAC, mars 2001.
- Febvre L., 1922, *La terre et l'évolution humaine*, Albin Michel, Paris.
- Fuss C., 1999, Mesures et tests de convergence: une revue de littérature, *Revue de l'OFCE*, 69, 221-249.
- Gay J-C., 2012, Why is tourism doing poorly in overseas France, *Annals of Tourism Research*, 39(3), 1634-1652.
- Islam N., 2003, What have we learnt from the convergence debate? *Journal of economic surveys*, 17(3), 309-362.
- Koonjul J. 2004. The special case of small island developing states for sustainable development, *Natural Resources Forum*, 28, 155-156.
- Kuznets S., 1960, Economic growth of small nations, in Robinson E., 1960, *Proceedings of the International Economic Association*, MacMillan.
- Levratto N., 2006, *L'Europe sous les tropiques : comprendre les économies d'outre-mer*, Paris, L'Harmattan.
- Logossah K., 2007, Les petites économies insulaires : quelles spécificités ? *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 1, 3-12.
- Lucas R., 1988, On the mechanics of economic development, *Journal of Monetary Economics*, 22, 3-42.
- McCarthy, F., Zanalda, D., 2001, Economic performance in small open economies: the Caribbean experience, 1980-1992, *World Bank: policy research working*. Paper WPS 1544.
- McElroy J., 2006, Small Island Tourist Economies across the life cycle, *Asia Pacific Viewpoint*, 47(1), 61-77.
- McGillivray M., Naudé W., Santos-Paulino A., 2008, Small Island States Development Challenges: an Introduction, *Journal of International Development*, 20, 481-485.
- Milner C., Westaway T., 1993, Islands and small states: issues and policies, *World development*, Special issue, 21.

- Naudé W., Santos-Paulino A., McGillivray M., 2009, Measuring vulnerability. An overview and introduction, *Oxford Development Studies*, 37(3), 183-191.
- Oberst A., McElroy J., 2007, Contrasting Socio-economic and demographic profiles of two small island economic species: MIRAB versus PROFIT/SITE, *Island Studies Journal*, 2(2), 163-176.
- Mathouraparsad S., Maurin A., Montauban J.G, 2007, MM : un modèle macroéconométrique pour la Guadeloupe, communication au colloque CEREGMIA, MEAD, CEDE, Schoelcher, Martinique.
- Mathouraparsad S., 2011, *Sur la modélisation et la préparation de la politique économique des régions ultrapériphériques d'Europe : le cas des DOM*, Thèse de Doctorat, Université des Antilles et de la Guyane.
- Parry C, McElroy J., 2009, The supply determinants of small islands economies, *Island Studies Journal*, 2(1), 13-22.
- Peters, A., 2001, The determinants of growth in the English speaking Caribbean, *Saving and development*, XXV(3).
- Poirine B., 1995, *Les petites économies insulaires : théories et stratégies de développement*, L'Harmattan.
- Poirine B., 1997, A theory of remittances as an implicit family loan arrangement, *World Development*, 25(4), 831-852.
- Poirine B., 2007, *Eloignement, insularité et compétitivité dans les petites économies insulaires*, conférence Economies d'Outre mer, Paris.
- Read R., 2008, Foreign Direct Investment in Small Islands Developing States, *Journal of International Development*, 20, 502-525.
- Requier-Desjardins D., 2010, Le tourisme durable peut-il contribuer au développement local durable dans les pays du Sud ? in Froger G. (dir), 2010, *Tourisme durable dans les Suds*, Peter Lang eds, 90-110.
- Rivière F., 2009, Développement ultramarin et dépendance à la métropole, in Regards sur l'actualité n° 355, L'outre-mer où en sommes-vous ?, La Documentation française.
- Romer P., 1986, Increasing returns and long-run growth, *Journal of Political economy*, 94, 1002-1037.

- Saffache P. (dir.), 2002, *Les outre-mers français et le développement durable*, Paris, Éditions Ibis Presse, 174 p.
- Santos-Paulino A., 2010, Terms of trade shocks and the current account in small island developing states, *Journal of Development Studies*, 46(5), 855-876.
- Seers D., 1964, The mechanisms of an open petroleum economy, *Social and Economic Studies*, 13(2), 233-242.
- Solow R., 1956, A contribution to the theory of economic growth, *Quarterly Journal of Economics*, 70, 65-94.
- Taglioni F., 2006, Les petits espaces insulaires face à la variabilité de leur insularité et de leur statut politique, *Les Annales de Géographie*, 652, 664-687.
- Union Européenne, 2011, *Les facteurs de la croissance économique dans les régions ultrapériphériques européennes*, Ismeri Europa et ITD.eu.
- United Nations, 2008, Committee for Development Policy, Handbook of Least Developed Countries, UN publications.
- Van der Velde M., Green S., Vanclosster M., Clothier B., 2007, Sustainable development in small island developing States, *Ecological economics*, 61, 456-468.

# Annexes

(Données Banque mondiale 2012)



## Liste des récents Papiers de Recherche de l'AFD

---

Les Papiers de Recherche de l'AFD sont disponibles sur : <http://librairie.afd.fr/>

- # 2015-01 AGLIETTA, M. (2015), "The Quality of Growth: Accounting for Sustainability", *AFD Research Papers*, No. 2015-01, January.
- # 2015-02 AURIOL, E. and S. G.M. SCHILIZZI (2014), "Quality Signaling through Certification in Developing Countries", *AFD Research Papers*, No. 2015-02.
- # 2015-03 BALINEAU, G. (2015), "Fair Trade? Yes, but not at Christmas! Evidence from scanner data on real French Fairtrade purchases", *AFD Research Papers*, No. 2015-03, March.
- # 2015-04 REILLY, J. (2015), "Energy and Development in Emerging Countries", *AFD Research Papers*, n°2015-04, March.
- # 2015-05-FR IRIBARNE (d'), P. et A. HENRY, (2015), « Rapport sur le développement dans le monde, WDR 2015, Avancées et limites », *Papiers de Recherche AFD*, No. 2015-05-FR, Avril.
- # 2015-05-EN IRIBARNE (d'), P. and A. HENRY, (2015), "World Development Report, WDR 2015, progress and limits", *AFD Research Papers*, No. 2015-05-EN, April.
- # 2015-06 BASTIDE N. et B. SAVOYE (2015), « Les impacts du programme de mise à niveau des entreprises du Sénégal », *Papiers de Recherche AFD*, n°2015-06, Mai.
- # 2015-07 GIRAUD, G., R. GUPTA N.R., C. RENOUEAU and T. ROCA (2015), "Relational Capability Index 2.0", *AFD Research Papers*, No. 2015-07, April.
- # 2015-08 DIMOU, M et F. RIVIERE (2015), « Modèles et stratégies de développement des petites économies insulaires », *Papiers de Recherche AFD*, No. 2015-08, Avril.